

violentes émeutes de mars 2021 ont mis en lumière certaines fragilités et frustrations de la société sénégalaise, notamment en ce qui concerne la jeunesse.

Sur le plan économique, le Sénégal est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, dont l'économie repose principalement sur les services (60% du PIB), avec l'industrie et l'agriculture représentant 25% et 15% du PIB respectivement. Bien que le pays ait été fortement impacté par la crise Covid-19, la croissance s'est maintenue à environ 1,3 % en 2020 et à 6,1 % en 2021, et aurait atteint 4,8 % en 2022, pour s'accélérer à des taux de 8 à 10 % en 2023 et 2024, notamment à la faveur du début de l'exploitation des hydrocarbures. Par ailleurs, l'environnement des affaires reste globalement assez faible (123<sup>ème</sup> sur 190 au dernier classement Doing Business 2020). En raison de la crise socio-économique provoquée par la Covid-19 un million de personnes supplémentaires seraient passées sous le seuil de pauvreté, dans un pays où près de la moitié de la population est pauvre. Ceci est l'une des raisons de la hausse des flux migratoires irréguliers fin 2020, notamment via la route Atlantique.

Alors que l'économie sénégalaise commençait à se relancer, elle a été impactée d'une part par une hausse du coût de la vie qui s'est traduite par les émeutes de mars 2021, et d'autre part par la décision début 2022 de mettre le Mali sous embargo, alors que l'essentiel des denrées importées par le Mali passent par le Sénégal. Le conflit en Ukraine génère de nouvelles incertitudes et a un impact important sur les prix des produits de première nécessité, alimentaires et énergétiques, qui se traduit par un nouveau ralentissement économique et la plus forte inflation qu'ait connu le Sénégal depuis l'année 2000, qui s'établit à 8,5 % en 2022.

Le Sénégal est classé 170<sup>ème</sup> sur 191 pays de l'Indice de Développement Humain (IDH) 2021 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), positionnant ainsi le pays dans la catégorie de développement humain faible. Le Sénégal a une valeur de l'indice d'inégalité de genre du PNUD (*Gender Inequality Index GII*) de 0,533, le classant 131<sup>ème</sup> sur 162 pays dans l'indice 2021, confirmant que le Sénégal reste un pays pauvre, avec **d'importantes inégalités entre les sexes**.

La **population du Sénégal** est à dominante rurale (59%) et présente une structure démographique jeune (50% de la population a moins de 16 ans). Les femmes sont légèrement plus nombreuses que les hommes, représentant 50,2% de la population totale (Banque Mondiale, 2021). Elles jouent un rôle économique de plus en plus important au Sénégal, mais elles font face à de nombreux obstacles à une véritable participation, sur un pied d'égalité. La hausse du chômage, la participation dans le secteur informel et dans les emplois précaires sont encore une réalité pour les femmes et les jeunes au Sénégal.

Même si le Sénégal a fait des progrès louables en matière de réduction de la pauvreté, le scénario évoqué ci-dessus rend les femmes plus exposées que les hommes à la pauvreté. Concernant l'accès des femmes au marché du travail, les femmes représentent 38% de la population active (Banque Mondiale, 2021<sup>5</sup>), mais elles sont sous-représentées sur le marché du travail formel, notamment parmi les cadres supérieurs des entreprises et dans la fonction publique. Les femmes majoritairement représentées dans le secteur informel, ne bénéficient donc pas de services sociaux de base, et travaillent souvent de longues heures dans des conditions insalubres et parfois dangereuses. Elles sont plus affectées par le chômage (22,1% des femmes, contre 9,6% des hommes), et ont des ressources limitées (intrants agricoles, entreprises et accès à la terre). L'autonomisation économique des femmes est d'autant plus limitée qu'elles ont moins accès aux TIC. Il existe donc une fracture numérique de genre.<sup>6</sup>

Dans les **zones rurales**, elles sont principalement engagées dans l'agriculture et l'élevage<sup>7</sup>. Il convient de noter que les hommes contrôlent 93,6% des superficies cultivées et exploitent en moyenne 1,3 ha, alors que les femmes n'en contrôlent que 6,4% et n'exploitent que 0,4 ha. Les zones rurales sont confrontées à un manque criant de services sociaux de base, des revenus économiques très bas, une production agricole faible et mal organisée et une faible implication des populations dans les politiques de développement et la gouvernance locale. Les régions rurales ciblées dans le cadre de cette action sont parmi les plus pauvres du pays ayant les niveaux de pauvreté suivants : Sédhiou avec 65,7%, Kédougou et Tambacounda 61,9% et Matam 47,7% (UEOMA 2018).

Les filles et les femmes constituent la population la plus touchée par les disparités sociales en dépit des progrès accomplis en matière d'inégalités économiques et sociales entre les zones rurales et urbaines d'une part et entre

<sup>5</sup> <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.TLF.CACT.FE.ZS?locations=SN>

<sup>6</sup> Profile genre 2021

<sup>7</sup> Sow and Wade (2017), Assessment of Gender Equality in the knowledge Society in Senegal